



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 8 et 9 – 18 février au 03 mars 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique australe :** Le Club de Paris a mis en place avec succès son ISSD
- **Afrique du Sud :** Le Ministre des Finances présente un budget 2022/23 pragmatique
- **Botswana :** La Banque centrale maintient son taux directeur à 3,75%
- **Malawi :** Le déficit public devrait rester élevé en 2022/23
- **Namibie :** Le Ministre des Finances présente son budget pour l'exercice 2022/23
- **Zambie :** S&P rehausse sa notation souveraine de deux crans à CCC+

Zoom sur... l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie sud-africaine

Le 24 février, le Président russe Vladimir Poutine a déclenché une opération militaire de grande ampleur contre l'Ukraine, qualifiée par l'ONU de violation de l'intégrité territoriale. En réaction, les pays occidentaux ont rapidement instauré des sanctions économiques inédites (gel des avoirs de la Banque centrale russe, exclusion des banques russes du système international de paiement *SWIFT*, rupture des liens commerciaux avec la Russie...). Les répercussions économiques pour l'Afrique du Sud sont divergentes. D'une part, les cours du pétrole ont connu une hausse record (+15% depuis le déclenchement du conflit pour atteindre 111,5 USD le baril le 03 mars) ce qui devrait entraîner une accélération des pressions inflationnistes – alors que l'indicateur s'est montré particulièrement sensible aux cours des hydrocarbures ces derniers mois et qu'il atteint déjà un niveau élevé dans le pays (5,7% sur un an au mois de janvier), proche de la borne haute de la fourchette cible de la SARB (3 à 6%). Le conflit pourrait ainsi pousser l'institution monétaire à accélérer la normalisation de sa politique - alors que le gouverneur de la FED a indiqué qu'il devrait maintenir la hausse du taux directeur de 0,25 point anticipée pour mars. D'autre part, les cours de l'or ont nettement progressé (+8%) et ceux du platine (dont la Russie est le deuxième producteur mondial) et du fer (5^{ème}) devraient suivre. La nation arc-en-ciel (6^{ème} producteur mondial d'or, 1^{er} de platine et 6^{ème} de fer) pourrait donc bénéficier d'un nouveau cycle haussier de ces matières premières – à condition que le pays puisse accroître suffisamment ses volumes de production pour faire face à la hausse de la demande. Ainsi, entre le 24 février et le 02 mars, l'indice *All Share* de la bourse de Johannesburg a significativement progressé (+3,4%) – porté notamment par les titres de l'industrie minière (+10% pour l'indice *Ressource 10* qui regroupe les 10 principales capitalisations du secteur extractif).

Afrique australe

Le Club de Paris a mis en place avec succès son Initiative de Suspension du Service de la Dette

Dans un communiqué publié le 23 février, le Club de Paris (groupe informel de créanciers publics présidé par la France dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées aux difficultés de paiement des pays endettés) a annoncé avoir avec succès mis en place l'initiative de suspension du service de la dette (*Debt Service Suspension Initiative - DSSI*) pour soutenir les pays à faible revenus pendant la crise de la Covid-19. L'initiative, prise conjointement avec le G20, a permis de suspendre près de 4,6 Mds USD de service de la dette due par 42 pays entre mai 2020 et décembre 2021. Dans la sous-région d'Afrique australe, 4 pays ont bénéficié de l'opération : l'Angola (295 M USD de service de la dette suspendu), le Mozambique (171 M USD), la Zambie (23 M USD) et le Lesotho (1 M USD). A noter, par ailleurs, que le groupe de créanciers a annoncé être prêt à participer sans délais à la formation d'un comité pour le traitement de la dette zambienne, étape nécessaire pour que le conseil d'administration du FMI puisse définitivement valider son programme de financement pour le pays (Facilité Elargie de Crédit d'un montant de 1,4 Md USD).

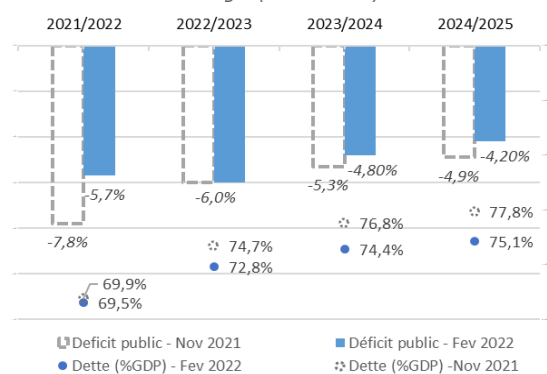
Afrique du Sud

Le Ministre des Finances présente un budget 2022/23 pragmatique

Le 23 février, le ministre des Finances E.Godongwana a présenté son budget pour l'exercice 2022/23. Le premier exercice du type pour le Ministre s'inscrit dans la lignée prudente de son prédécesseur et a été favorablement accueilli par les milieux d'affaires sud-africains. Comme attendu, les bonnes performances de collecte fiscale (notamment de l'impôts sur les sociétés du secteur minier) ont permis de limiter à nouveau le déficit public sur l'exercice en

cours – celui-ci a ainsi atteint 5,7% du PIB, soit 2,1 points de moins que les estimations du budget de mi-parcours présentées en novembre. Sur l'exercice 2022/2023 le gouvernement table sur des revenus de 1 770 MdsZAR (104 Mds EUR) en augmentation de 3% par rapport à l'exercice précédent – et ce malgré des mesures fiscales limitées et dans l'ensemble favorables aux agents économiques. Les dépenses devraient s'élever à 2 077 Mds ZAR (122 Mds EUR), en hausse de 4% - en lien avec la progression significative des dépenses sociales (+60 Mds ZAR, dédiés au prolongement de l'allocation sociale exceptionnelle Covid-19) alors que la maîtrise des dépenses de fonctionnement (masse salariale) devrait se poursuivre. Le déficit devrait ainsi se stabiliser aux alentours des 6% du PIB. Pour couvrir le besoin en financement, le ministre a annoncé recourir pour deux tiers au marché domestique et un tiers à l'endettement externe (confirmant ainsi le recours accru aux financements des bailleurs internationaux). Sur le moyen terme, un accent est mis sur l'assainissement des finances publiques : la dette devrait ainsi se stabiliser aux alentours des 75% à l'horizon 2024 contre 78% préalablement estimé. Si le budget a été élaboré sur des hypothèses de croissance réalistes (+2,1% en 2022 – en ligne avec les dernières estimations de la Banque Mondiale), sa réalisation dépendra de la capacité du gouvernement à mettre en place les réformes structurelles annoncées et à maintenir la rationalisation des dépenses publiques.

Solde budgétaire et dette publique estimés dans le budget (en % du PIB)



Source : Ministry of Finance (2022)

La Cour constitutionnelle valide le gel des salaires des fonctionnaires pour l'exercice 2020/21

Le 28 février, la Cour constitutionnelle a rendu un jugement définitif et unanime sur le non-respect par l'Etat de l'accord salarial pluriannuel (2018-2020). L'institution juridique a ainsi débouté les syndicats, qui l'avaient saisie en août 2021, confirmant une décision de la Cour d'appel du travail de décembre 2020. Elle a jugé que le gouvernement avait le droit de se retirer de l'accord de trois ans conclu au conseil de négociation du secteur public en 2018 ; et donc de ne pas implémenter la hausse de salaire des fonctionnaires promise sur l'exercice 2020/21 (inflation +0,5 à +1%). Cette décision était particulièrement attendue par les marchés et les agences de notation : en effet, l'application rétroactive de l'accord aurait engendré une pression supplémentaire sur les finances publiques (coût estimé à 80 Mds ZAR soit 4,7 Mds EUR et 1,2% du PIB), ce qui aurait mis à mal la stratégie d'assainissement budgétaire présentée dans le budget 2022/23.

Botswana

La Banque centrale maintient son taux directeur à 3,75% (Bank of Botswana)

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale (Bank of Botswana- BoB), qui s'est réuni le 24 février, a décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 3,75%. L'institution monétaire justifie sa décision par la nécessité de maintenir une politique accommodante dans une économie qui devrait continuer d'opérer en deçà de ses capacités à moyen terme. Elle juge par ailleurs l'accélération des pressions inflationnistes (+10,6% sur un an au mois de janvier 2022 après +8,8% au mois de décembre) transitoire – car principalement portée par la hausse de certains prix administrés (carburants, énergie, etc). Toutefois elle anticipe une inflation moyenne de 10,4% au premier trimestre puis

7,4% au second trimestre 2022, des niveaux nettement supérieurs à sa fourchette cible (3 à 6%). A noter par ailleurs que la BoB a annoncé adopter dès avril 2022 un nouveau taux directeur (*Monetary Policy Rate*), qui se basera sur le rendement du principal instrument des opérations monétaires (*Bank of Botswana certificate*) dans l'objectif d'améliorer la transmission de la politique monétaire à l'économie.

Malawi

Le déficit public devrait rester élevé en 2022/23 (Ministry of Finance)

Le Ministre des Finances, M. Sosten Alfred Gwengwe a présenté le 18 février son premier budget devant le parlement pour l'exercice 2022/23. Ce dernier anticipe une nette hausse des recettes (+60% à 1956 Tr MWK soit 2,1 Mds EUR), portée par les revenus fiscaux. Dans le même temps, les dépenses devraient également fortement progresser (+40% à 2 840 Tr MWZ soit 3,1 Mds EUR) – l'effort budgétaire demeurant porté par les secteurs de l'éducation (17% du total) et de l'agriculture (16% du total – système de subventions). Ainsi, le déficit devrait rester stable sur l'exercice 2022/23, à un niveau particulièrement élevé (-7,7% du PIB après -8% sur l'exercice en cours). A noter que cette présentation intervient dans un contexte politique particulièrement difficile, alors que le président Lazarus Chakwera a limogé l'ensemble de son cabinet sur des accusations de corruption en janvier 2022.

Namibie

Le Ministre des Finances présente son budget pour l'exercice 2022/23

Le 24 février, le Ministre des Finances, M. Lipumbu Shiimi, a présenté devant le parlement son budget pour l'exercice 2022/23. Sur l'exercice en cours, il apparaît que le déficit public s'est creusé et a atteint 8,7% du PIB,

conformément aux prévisions du budget de mi-parcours, soit 0,7 point de plus que lors de l'exercice précédent – en lien avec un recul des recettes fiscales (-0,3%) dans un contexte économique toujours particulièrement dégradé en 2021 (croissance atone de +1,2%). Pour l'exercice 2022/23, le Ministre table sur une nette progression des recettes (+12% à 59,7 Mds NAD soit 3,6 Mds EUR) – en lien avec le versement important de dividendes de plusieurs entreprises publiques du secteur diamantifère notamment (5,3 Mds NAD soit 9% du total des revenus). Les dépenses publiques augmentent elles aussi, mais à un rythme moins soutenu (+2% à 70 Mds NAD soit 4,2 Mds EUR). Le déficit devrait ainsi fortement se réduire pour atteindre 5,7% du PIB. A moyen terme, ce dernier devrait se maintenir aux alentours des 5%, ce qui devrait entraîner une hausse de l'endettement public de 4,2 points à 75,2% du PIB à l'horizon 2024/25. A noter que le budget a été élaboré sur des prévisions de croissance relativement optimistes (+2,9% en 2022 contre +2,1% selon les dernières prévisions de la Banque mondiale).

Zambie

S&P Global rehausse sa notation souveraine à CCC+ (RMB)

Selon la banque RMB, l'agence de notation S&P Global a rehaussé de 2 crans la notation souveraine zambienne à CCC (soit 8 crans en territoire spéculatif), tout en maintenant une perspective stable. L'agence financière justifie sa décision par une amélioration de la situation budgétaire, ainsi que les avancées sur la restructuration de la dette. La hausse des revenus issues des exportations (cuivre) et l'accélération des réformes promises par le gouvernement devraient également permettre de dynamiser la croissance. A noter, par ailleurs, que l'inflation continue sa décrue dans le pays : selon le dernier bulletin de l'organisme national de statistiques, la hausse des prix sur un an a ainsi atteint 14,2% au mois de février après 15,1% le mois précédent. Il s'agit ainsi du septième mois consécutif de recul de l'indicateur depuis le point haut de juillet 2021 (24,6% sur un an). A noter toutefois que le régulateur de l'énergie (Energy Regulation Board) a annoncé une augmentation de 10,4% des prix des carburants à la pompe le 28 février, ce qui pourrait faire repartir à la hausse l'inflation dans le pays – en lien avec la forte progression des cours du pétrole dans un contexte de dépréciation de la devise locale (-6,5% depuis le 1^{er} janvier 2022 pour atteindre la parité de 17,8 ZMW pour 1 USD le 02 mars).

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 03 mars 2022	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	15,3 ZAR	0,3%	1,5%	0,4%	4,3%
Angola	490,4 AOA	0,5%	6,9%	26,6%	11,3%
Botswana	11,5 BWP	-0,7%	0,4%	-5,0%	1,1%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	16,8%	0,0%
Zambie	17,9 ZMW	-1,2%	0,8%	22,7%	-6,9%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international